



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°58 –
15 octobre 2015

Pour que les confédérations ouvrières, les fédérations, les organisations syndicales organisent la défense inconditionnelle des travailleurs d'Air France : pour l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires, contre les menaces de licenciement, pour l'annulation de toutes les mesures disciplinaires !

Aucun licenciement ! Retrait du plan de la direction !

Pour que les confédérations ouvrières et la FSU boycottent la conférence « sociale » du 19 octobre !

Les militants interviennent et informent Combattre pour le socialisme

Pourquoi la CGT ne doit pas participer à la conférence sociale d'octobre

Adresse au Bureau confédéral, à la direction nationale de la CGT Finances publiques (le 13 octobre)

(Texte adopté par la CE CGT Finances des Bouches-du-Rhône par 17 voix contre 4, immédiatement transmis à la direction nationale CGT Finances et à la Commission confédérale nationale de la CGT qui siègeait au même moment. Une prise de position unanime de la CE CGT Finances de la Charente-Maritime allant dans le même sens a été adoptée)

C'est indiscutable après le coup de force perpétré par le gouvernement pour imposer son projet d'accord dans la Fonction publique : le « dialogue social » n'a de valeur aux yeux du gouvernement que pour lui permettre d'appliquer sa politique de coups de boutoir contre le statut de la Fonction publique, le développement maximal de la mobilité entre les trois fonctions publiques pour accompagner les restructurations et le plan social qui découlent des coupes budgétaires du pacte de responsabilité.

Voilà pourquoi le gouvernement s'est permis ce que rarement un gouvernement avait osé faire auparavant, c'est-à-dire de s'asseoir sur les règles qu'il avait lui-même fixées pour la négociation dès lors qu'elles ne lui permettaient finalement pas d'appliquer son projet d'accord.

Le fait que le gouvernement, après ce passage en force, annonce qu'il y aura des groupes de suivi avec les organisations signataires, comme si on avait un accord signé en bonne et due forme, en est une preuve supplémentaire : pour le gouvernement Hollande-Valls-Macron, il n'y a pas de règle à respecter ; le seul impératif, ce sont les exigences du MEDEF, sa volonté de s'attaquer frontalement au statut de la Fonction publique, au Code du travail, aux salariés.

Les réactions du gouvernement après les événements d'Air France en sont la démonstration éclatante

Que des salariés s'opposent à un troisième plan social en trois ans, à un plan de 3000 suppressions de postes et licenciements dans un secteur économique en plein boum, qu'ils en soient exaspérés, voilà qui est insupportable pour monsieur Valls qui dénonce des « voyous ». Car pour lui, que les salariés protestent gentiment, passe encore, mais ils n'ont en aucune façon le droit d'exprimer qu'il s'agit d'une question vitale pour eux, de leur existence sociale. Ils ont le devoir de s'incliner devant une raison supérieure : la légitimité des suppressions d'emplois, la loi du patronat, quand bien même elle conduit directement à Pôle emploi.

Lorsqu'on compare la virulence de la réaction du gouvernement contre les salariés d'Air France, le déchaînement médiatique qu'il a suscité, avec l'impunité dont a bénéficié en 2013 le mouvement patronal des bonnets rouges en Bretagne et finalement la capitulation en rase campagne du gouvernement face à leurs exigences, on ne peut qu'être frappé par l'évidence que ce gouvernement est du côté des patrons, contre les salariés.

Il est pour la répression la plus féroce contre les travailleurs qui ont osé s'opposer au plan social et pour la domestication des organisations syndicales : elles doivent prendre en charge l'application de sanctions contre les salariés d'Air France et les attaques les plus violentes contre le monde du travail en s'associant, notamment dans le cadre de la prochaine conférence sociale, à la définition du calendrier des contre-réformes à venir, à commencer par l'entreprise de liquidation du Code du travail qu'est le projet d'inversion de la hiérarchie des normes du droit du travail. Voilà ce que signifie la déclaration de Hollande qui en appelle à un « dialogue social apaisé » tout en annonçant la répression pour les travailleurs.

Pour nous, il est inconcevable que la CGT s'inscrive dans ce cadre, qu'elle se prête à l'opération « dialogue social apaisé » du gouvernement car la CGT ne peut pas accepter que les travailleurs d'Air France soient soumis à la répression pour l'exemple, elle ne peut légitimer l'organisation d'un « dialogue social » ayant pour objectif de réduire les lois, règlements et conventions collectives qui protègent les salariés à des coquilles vides et de soumettre les salariés, entreprise par entreprise, au chantage patronal à l'emploi pour faire baisser leurs salaires et augmenter le temps de travail, c'est-à-dire détruire ce pourquoi la CGT s'est construite. Car elle ne peut cautionner le coup de force du gouvernement contre les fonctionnaires.

C'est pourquoi notre section demande que la CGT refuse de participer à la conférence sociale du 19 octobre pour affirmer :

- **Nous sommes du côté des fonctionnaires, contre le plan de mobilité forcée que le gouvernement veut leur imposer !**
- **Nous sommes du côté des salariés d'Air France, contre le plan de 3000 suppressions d'emplois et licenciements! Nous exigeons aucune sanction contre les salariés !**
- **Nous sommes pour la défense intégrale du statut et du Code du travail !**

Intervention du représentant du courant Front unique au Conseil national de la FSU (le 13 octobre)

« Hier matin, la police a arrêté 6 travailleurs d'Air France à leur domicile. Ils sont menacés de plusieurs années de prison. Voici le concentré de la politique du gouvernement Hollande-Valls-Macron. Voilà l'autre face du « dialogue social ».

Valls au nom du gouvernement a traité ces travailleurs de « voyous » et a exigé la plus grande sévérité contre eux. La justice de classe a obtempéré avec zèle en envoyant des policiers dès 6 heures du matin procéder à leur arrestation comme s'ils étaient de dangereux terroristes. Leur crime ? Avoir osé s'opposer à un nouveau plan de suppressions d'emplois. Il y aurait eu violence ? C'est une évidence que la direction d'Air France pratique une violence sociale systématique contre les travailleurs. Depuis des années, c'est l'aggravation des conditions de travail, le travail supplémentaire, les pressions à la démission, le chantage permanent. Ces dernières années, ce sont plus de 10 000 emplois qui ont été supprimés et le nouveau plan en prévoit 2 900 supplémentaires, avec pour la 1^{ère} fois dans l'histoire de la compagnie, des licenciements secs. Et devant une telle agression caractérisée qui menace leur vie, celle de leur famille, les salariés auraient dû rester sereins. Au contraire, collectivement face à une attaque d'une brutalité inouïe, ils ont manifesté leur légitime défense. Ils ont signifié qu'ils n'accepteraient pas leur condamnation à la mort sociale. Ils ont refusé qu'elle soit prononcée dans le huis clos d'un salon feutré où le dialogue social consiste à tenter de rendre présentables les pires attaques contre les travailleurs et à les faire endosser par les représentants syndicaux.

La véritable violence, c'est celle des patrons, celle de l'Etat. Qui peut oublier tous ces jeunes manifestants mutilés par la police, tous ces migrants matraqués par les CRS et le meurtre de Rémi Fraïsse il y a un an. La criminalisation et la répression des mouvements sociaux est la règle. Ainsi ces derniers mois, notre collègue de Poitiers, les 6 enseignants du collège Bellefontaine à Toulouse et nos deux collègues de Colombes ont été persécutés hélas sans que notre fédération n'ait mené de campagne publique nationale pour les soutenir.

Alors sans tergiverser, la responsabilité de notre fédération est de dénoncer dès aujourd'hui l'acharnement contre les travailleurs d'Air France, d'exiger leur libération immédiate, l'arrêt des poursuites judiciaires et de s'opposer à toute sanction contre eux. C'est aussi de s'adresser aux dirigeants des confédérations ouvrières pour que se constitue un front uni contre la répression gouvernementale et patronale.

Il faut souligner le cynisme du gouvernement qui traite les travailleurs d'Air France comme des bandits au moment Valls soutient en Egypte le dictateur al-Sissi et les dirigeants saoudiens qui massacrent des milliers de civils au Yémen, musèlent la liberté d'expression à coups de fouet, et décapitent autant que Daech.

Venons-en à PPCR. Notre courant a dénoncé vigoureusement les forfaitures et les viols de la démocratie syndicale qui ont abouti à un vote frauduleux lors du dernier Conseil national. Pour autant, malgré cette signature usurpée, le gouvernement n'a pas pu se targuer du soutien des fédérations syndicales majoritaires pour lancer son assaut contre le statut des fonctionnaires. Et comme notre direction qui s'affranchit des règles dès qu'elles la contrarient, Valls s'est émancipé lui aussi des règles en vigueur, et a indiqué que puisque PPCR ne pouvait être appliqué de gré, il le serait de force. Et il a félicité notre fédération, en fait notre direction, pour son esprit de responsabilité allant jusqu'à souligner le pourcentage obtenu lors du vote frauduleux.

Notre fédération ne peut accepter d'être instrumentalisée par le gouvernement dans son coup de force pour s'attaquer à notre statut. Il revient donc à ce Conseil national, indépendamment de ce que furent les positions des uns et des autres précédemment, de décider le retrait de la signature sur PPCR.

Ce gouvernement est bien déterminé à poursuivre et aggraver sa politique en faveur des capitalistes et contre les travailleurs et la jeunesse. Son seul appui c'est le « dialogue social ». Ainsi dans quelques jours aura lieu une nouvelle conférence sociale. Comme celles qui l'ont précédée, elle a pour objectif de montrer aux travailleurs qu'ils ne peuvent pas compter sur les dirigeants syndicaux pour affronter le gouvernement puisque ceux-ci acceptent encore de cautionner cette initiative gouvernementale au moment d'une offensive simultanée et particulièrement violente contre le Code du travail et le statut des fonctionnaires.

Alors, il revient à notre fédération, à sa direction de déclarer qu'elle ne participera pas à cette conférence. Elle doit s'adresser aux directions des confédérations ouvrières pour qu'elles fassent de même. Cette rupture avec le gouvernement annoncerait la volonté de rompre avec le gouvernement et de l'affronter réellement en particulier pour empêcher la casse du Code du travail et celle du statut des fonctionnaires. (...)

★

Dernière minute : La confédération syndicale CGT vient de faire savoir qu'elle ne se rendra pas à la conférence sociale, répondant à l'exigence de nombreux syndicats.

★

Prenez contact !

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr